



DECLARATION LIMINAIRE

CST du 02 février 2026

Madame la Vice-Présidente,

Madame la Directrice Générale des Services,

Mesdames et Messieurs membres du CST,

La CFDT souhaite ouvrir cette séance en rappelant le **contexte extrêmement dégradé** dans lequel s'inscrit désormais l'action syndicale au sein du Département de l'Ardèche depuis plus d'un an.

L'année 2025 marque **une rupture nette**, assumée, dans la politique sociale de la collectivité et dans la conception même du dialogue social. Les choix opérés traduisent **des reculs sociaux majeurs** :

- Suppression de la prise en charge du régime indemnitaire en cas de longue maladie conduisant les agents à supporter une **prévoyance coûteuse**,
- **Suppression du Forfait Mobilités Durables**
- **Suppression de la monétisation du CET**

Ces décisions ne sont pas neutres. Elles entraînent des conséquences directes et concrètes sur la vie des agents : **une baisse réelle du pouvoir d'achat** dans un contexte économique déjà contraint, une **remise en cause de dispositifs protecteurs**, et un **signal politique négatif** envoyé tant aux agents qu'aux citoyens. L'abandon du FMD illustre également un **renoncement clair aux engagements environnementaux** pourtant affichés par la collectivité.

Mais au-delà des mesures elles-mêmes, **c'est la méthode qui pose un problème** politique majeur. De plus en plus de décisions sont prises de **manière unilatérale**, en contournant les organisations syndicales, en vidant les instances de leur rôle et en ne **respectant pas le cadre réglementaire**. Les retards de publication des procès-verbaux des instances en sont une illustration concrète et récurrente.

Nous rappelons avec force que les organisations syndicales ne sont ni un obstacle, ni un contre-pouvoir illégitime. Elles sont composées de femmes et d'hommes élus par les agents, mandatés démocratiquement pour porter leur voix. Les ignorer, les marginaliser ou les considérer comme une formalité revient à nier le suffrage des agents eux-mêmes. Le dialogue social ne peut pas être réduit à une **chambre d'enregistrement** de décisions déjà actées. Les organisations syndicales doivent être reconnues comme de véritables **partenaires** dans la construction, l'orientation et l'évolution des politiques des ressources humaines.

Dans ce contexte, nous observons un **durcissement progressif des pratiques managériales**, avec l'installation d'un **management de plus en plus vertical**. Cette évolution n'est pas sans conséquences : elle génère chez de nombreux agents une **perte de sens dans leurs missions**, un sentiment de **pression** accrue et un **mal-être** professionnel qui demeure aujourd'hui largement sous-estimé, voire insuffisamment reconnu.

Les enquêtes administratives menées à géométrie variable, le **non-respect de leur confidentialité**, ainsi que des décisions disciplinaires manifestement disproportionnées pour certains agents et étonnamment indulgentes pour d'autres, posent une question fondamentale : celle de **l'équité** et de **l'égalité de traitement**, principes pourtant fondateurs du service public.

Nous dénonçons également la situation que subissent les **agents lanceurs d'alerte**. Insuffisamment protégés, parfois exposés, ils deviennent des cibles alors même qu'ils jouent un rôle essentiel pour la transparence, l'éthique et la **probité de l'action publique**.

Ce renversement des responsabilités est politiquement inacceptable.

La CFDT n'est pas dans une opposition de principe.

Elle est et restera une **organisation syndicale responsable**, force de propositions, attachée à un service public de qualité et à la reconnaissance du travail des agents.

Mais cela suppose un choix politique clair : celui d'un **dialogue social réel, loyal et respectueux**.

Cela implique de replacer **l'équité, la cohérence et la considération des agents** au cœur des politiques des ressources humaines.

Aujourd'hui, la CFDT attend autre chose que des discours. Elle attend des **engagements concrets**, des réponses précises et une volonté politique affirmée de réorienter la gouvernance sociale du Département vers davantage de **respect**, de **transparence** et de **considération** pour celles et ceux qui le font vivre au quotidien et qui en étaient **fiers**.

Merci pour votre écoute.